

## Question 1

Nous allons aborder la question du Prêt Garanti par l'Etat (PGE). On va se demander quelle est la distinction entre le PGE instauré dans le cadre de la crise sanitaire du Co-vid 19 et le PGE résilience.

Après avoir abordé cette distinction, nous définirons les contours du PGE.

### I - Instauration du PGE dans le cadre de la crise co-vid 19

Tout d'abord, le PGE a été mis en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Il s'adresse aux entreprises en difficulté ainsi qu'aux jeunes entreprises innovantes (Jei). Ce dispositif a été mis en place afin de résister au choc économique lié à la crise du coronavirus (co-vid 19). Le gouvernement a mis en œuvre ce dispositif exceptionnel de garanties afin de permettre le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Toutefois, certains secteurs furent plus durement touchés. Ainsi, les entreprises des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, de l'événementiel, du sport, du loisir et de la culture ; rudement touchés par la crise du co-vid 19 ; bénéficient du PGE saison.

Après avoir vu l'instauration du PGE à travers la crise du co-vid 19, voyons désormais le PGE résilience.

## II- Le PGE résilience

Le PGE résilience s'adresse à certaines entreprises en particulier. Il s'adresse aux entreprises touchées économiquement par la guerre en Ukraine. Il se veut complémentaire du PGE instauré à la suite de la crise du co-vid 19. Ainsi, au plus le pouvoir s'endette à hauteur de 25% du chiffre d'affaires (CA) ; les entreprises durement impactées par les conséquences économiques de la guerre en Ukraine peuvent ainsi bénéficier d'un "PGE résilience" couvrant jusqu'à 15% du CA annuel moyen au cours des trois dernières années, et ce, pour subvenir aux éventuelles difficultés de trésorerie.

Quant aux critères d'éligibilité, cela ne se fonde pas sur la forme juridique de l'entreprise, ni sa taille ou son secteur d'activité. Ainsi, pour en bénéficier, les entreprises doivent certifier auprès de leur banque, sur une base déclarative, que leur trésorerie est impactée, de manière directe ou indirecte, par les conséquences économiques de la guerre en Ukraine.

Pour finir, nous allons aborder les contours du PGE.

## III- Les contours du PGE

Le PGE est une avance de trésorerie sous la forme d'un prêt garanti par l'état à hauteur de 90% pour les entreprises de moins de 5000 salariés.

Pour ce qui est du remboursement, il n'est pas exigé la première année. Ainsi, l'entreprise peut étendre ensuite l'échéance jusqu'à une certaine limite. Cette limite concernant la durée totale du prêt est de six ans.

Ce dispositif est arrivé à son terme le 30 juin 2022.

## Question 2

On va se demander qui sont les bénéficiaires du PGE, puis ensuite nous évoquerons la procédure à suivre pour en bénéficier.

### I - Les bénéficiaires du PGE

La liste des bénéficiaires est grande. Tout d'abord, les entreprises de toutes tailles, indépendamment de leur forme juridique, à l'exception des établissements de crédit, des sociétés de financement, et de certaines sociétés civiles immobilières ; peuvent bénéficier du PGE.

Plus concrètement, les bénéficiaires sont les suivants : petites et moyennes entreprises (PME) ; ETI, commerçants, artisans, agriculteurs, professions libérales, entreprises innovantes (dont les JEI), micro-entrepreneurs, et enfin, les associations et fondations ayant une activité économique.

Toutefois, un arrêté du 6 mai 2020 du

ministère de l'Économie et des finances a permis d'élargir les bénéficiaires de ce dispositif. Ainsi, les sociétés civiles immobilières de construction - voire peuvent en bénéficier. C'est aussi le cas des sociétés civiles immobilières dont le patrimoine est majoritairement constitué de monuments historiques classés ou inscrits comme tels. Autre bénéficiaire, les sociétés civiles immobilières dont le capital est intégralement détenu par des organismes de placement immobilier. Enfin, comme indiqué précédemment, les JEI sont également bénéficiaires ; tout comme les entreprises en "difficulté" depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, à savoir, celles qui sont placées en redressement judiciaire, en sauvegarde ou liquidation.

Après avoir listé les bénéficiaires du PGE, nous allons voir quelle est la procédure à suivre pour le solliciter.

## II - Comment solliciter le PGE

Si une entreprise veut solliciter le PGE, voici la marche à suivre.

Dans un premier temps, elle doit solliciter un partenaire bancaire s'il s'agit d'une entreprise employant moins de 5000 salariés avec un CA inférieur à 1,5 milliard d'euros en France. Après examen de la situation de l'entreprise, la banque donne un pré-accord pour octroyer un prêt. Ensuite, l'entreprise se connecte sur une plateforme dédiée pour obtenir un identifiant unique qui doit être communiqué

à la banque ensuite. À la suite de la confirmation du numéro unique par Bpifrance, la banque accorde le prêt.

En revanche, il convient d'apporter quelques nuances aux entreprises qui emploient au minimum 5000 salariés ou réalisent un CA excédant 1,5 milliard d'euros en France.

En effet, l'entreprise doit se rapprocher de ses partenaires bancaires. Ainsi, il ne peut y avoir un partenaire bancaire unique contrairement à des entreprises plus petites.

l'étape suivante consiste à transmettre par mail le dossier. C'est la Direction Générale du Trésor, appuyée par Bpifrance Financement SA qui instruit le dossier.

Enfin, la garantie de l'Etat est octroyée par arrêté individuel du ministre de l'Economie et des Finances (actuellement, il s'agit de Monsieur Bruno Le Maire). À la suite de cet arrêté, les banques ont le "feu vert" pour accorder le prêt à l'entreprise.

Ainsi, le nombre de salariés et le chiffre d'affaires ont une influence sur la procédure permettant de bénéficier du PGE.

### Question 3

Nous allons désormais nous interroger sur le recours relatif du PGE ainsi que les risques pour tous les acteurs de la chaîne. Dans un premier temps, nous verrons que certaines entreprises n'ont pas ou peu opté pour le PGE.

Ensuite, nous verrons les risques pour tous les acteurs impliqués.

## I - Un recours relatif au PGE

Tout d'abord, on constate que certaines PME (petites et moyennes entreprises) ou TPE (très petites entreprises) ont diversement utilisé le PGE.

Ainsi, on remarque que 37% des PME et TPE ont très peu voire pas du tout mobilisé le PGE. Ensuite, 23% des PME/TPE ont opté pour une minorité du prêt. Ce qui porte le total à six PME/TPE sur dix soit 60% des entreprises.

Seulement 28% des PME/TPE, soit un peu plus du quart ont utilisé la quasi-totalité du prêt. Par conséquent, on voit bien que le recours au PGE demeure relatif, mais pourquoi ?

L'horizon de remboursement nous donne des éléments de réponse. En effet, l'horizon de remboursement du PGE s'allonge durablement. Seulement 11%, soit quasiment un dirigeant sur dix envisage de remboursement intégralement le prêt adossé pour l'année en cours (2021). On se situait à 16% en mai 2021. Ainsi, un amortissement sur plusieurs années est grandement privilégié par les dirigeants de PME/TPE. En effet, 84% des dirigeants envisagent cette option.

Par conséquent, cette anticipation du futur rend certains chefs d'entreprise frileux quant au PGE.

## II - Les risques du PGE pour les acteurs de la chaîne

La part non négligeable de non-recours ou du faible recours au PGE, qui s'élève à 37% des PME/TPE est liée au futur.

Tout d'abord, vient l'épineuse question... des fonds propres. En effet, d'après Guillaume Hammezo, membre du "think tank" (groupe de pensée) Terra Nova, mais aussi professeur associé à l'École Normale Supérieure (ENS), le PGE pose un risque "considérable à la fois pour les finances publiques et pour les fonds propres et les capacités d'investissement des entreprises". Ainsi, le risque, c'est de se retrouver avec un coût budgétaire excessif pour l'État sur les entreprises en échec sans gain significatif pour celles qui parviennent à tirer leur épingle du jeu. Autre risque, une altération (modification) durable des mécanismes de marché des financements et des conditions de concurrence. Quant à Armand Toubert, associé-gérant chez Rothschild and co., il pointe le risque de se retrouver avec des entreprises et des États qui seront très endettés.

Il s'agit là du second risque majeur, le risque de surendettement. Ainsi, le risque de se retrouver dans les deux prochaines années avec des sociétés qui seront surendettées est élevé d'après Armand Toubert.

Pour Guillaume Hamon, la dette publique ne constitue pas le bon remède.

La solution, c'est le capital. L'exemple qui est mis en exergue par Guillaume Hamon est la difficile reprise japonaise, durablement pénalisée par la question de la dette. D'autant plus que la "dette hospitalière" atteint déjà des sommets en culminant à 1067 milliards d'euros. Enfin, se pose la question des restrictions à venir.

En effet, c'est le troisième risque. D'après Pierre-Alexandre Mayoly, associé au cabinet d'avocats McDermott Will and Emery, ces entreprises surendettées devront alors se recapitaliser ou se restructurer. Pourquoi ? Car les banques seront un peu plus frileuses sur les vannes du crédit.

Ainsi, cette hausse du niveau d'endettement auquel contribuent les PGE pourrait entraver la capacité de rebond de l'économie française. Quant aux acteurs de la "chaîne", les risques d'éventuels effets en cascade liés aux PGE sont présents avec des risques pour les entreprises, mais aussi pour les finances publiques.